

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2, quai de Verdun – 82 000 MONTAUBAN  
Tél 05 63 91 74 40  
[www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr](http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr)

Montauban, le 12/08/22

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection n° 82-22-016 du 04/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

**SGDC**

Lieu-dit Larche  
Gravière de Belleperche  
82100 CASTELSARRASIN

Références : SV/2022-0937  
Code AIOT : 0003702268

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/08/2022 dans l'établissement SGDC implanté Lieux-dits Rivière Basse, Larengade et Ilots 82100 CASTELSARRASIN. L'inspection a été annoncée le 29/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi du site suite à l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la carrière.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SGDC
- Lieux-dits "Rivière Basse", "Larengade" et "Ilots" 82100 CASTELSARRASIN
- Code AIOT : 0003702268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La SAS SGDC est une filiale de la société CARRERE, entreprise de travaux publics qui exploite également une carrière de calcaire à HOMPS et SOLOMIAC dans le département du Gers. La société CARRERE a débuté ses activités en 1936 par l'exploitation de matériaux de calcaire puis se diversifie dans le domaine de travaux publics dans les années 1980.

La filiale SGDC exploite des installations de traitement de matériaux et une station de transit au lieu-dit « Belleperche » sur le territoire de la commune de CASTELSARRASIN. Elle a exploité par le passé, une carrière de sables et graviers sur ce même site avec une production de 220 000 tonnes/an. Les sociétés CARRERE et SGDC emploient une quarantaine de salariés pour un chiffre d'affaires de 5 millions d'euros (en 2017).

La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral n° 82-2021-01-18-003 du 18 janvier 2021, pour une capacité maximale de 140 000 tonnes/an (100 000 tonnes/an en moyenne) pour une durée de 22 ans. L'exploitation se déroule en 4 phases. La surface de la carrière est de 31 ha et la zone d'extraction est limitée à 22,5 ha. La côte minimal d'extraction est de 67 m NGF.

Le site est autorisé à accueillir des matériaux inertes extérieur à hauteur de 20 000 m<sup>3</sup> annuellement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/01/2021.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection a pu constater l'état du ruisseau du méric, celui-ci est entièrement recouvert par la végétation. L'exploitant doit prendre attache avec le service de la police de l'eau de la DDT afin de connaître ce qu'il a le droit de faire dans le cadre de l'entretien courant du cours d'eau.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prise en compte du risque inondation	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 1.9.4	/	Sans objet
4	Esthétique	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2.3.1	/	Sans objet
5	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2.5.1	/	Sans objet
9	Réseau de piézomètres	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 4.3.2	/	Sans objet
12	Protection incendie de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 7.4.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Bornage	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 1.7.2	/	Sans objet
2	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 1.8.4	/	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2.6.2	/	Sans objet
7	Surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 3.2.1	/	Sans objet
8	Prélèvement pour l'arrosage des pistes	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 4.1	/	Sans objet
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 4.3.2	/	Sans objet
11	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 6.2.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La carrière débute les travaux d'extraction, ceux-ci ont pris du retard suite à l'inondation de janvier 2022 et le changement des installations de traitement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Aménagement préliminaire, vérification du plan de bornage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer des bornes en tous points nécessaires pour délimiter le périmètre de l'autorisation. Un piquetage visible des zones d'exclusion est mis en place. Des bornes de nivellement sont mises en place afin de permettre d'établir des relevés topographiques des cotes mini et maxi et des différentes zones remises en état. Ces dispositifs doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise : <ul style="list-style-type: none"><li>• qu'un plan d'implantation des bornes a été fourni à la DREAL et que la phase n° 1 a été clôturée sur le périmètre correspondant figurant dans l'autorisation,</li><li>• le site ne présente pas de zone d'exclusion,</li><li>• une borne de nivellement a été mise en place (n°130).</li></ul> La surface non exploitée mais autorisée au titre du présent arrêté préfectoral reste à destination agricole tant que le phasage le permet. Les bornes prévues sur les zones encore exploitées pour de l'agriculture n'ont pas été posées. L'exploitant indique que c'est pour éviter leur détérioration  La carrière a débuté son activité d'extraction en avril 2022, il n'y a donc pas de zone remise en état pour le moment. L'exploitant s'engage à communiquer le plan de bornage actualisé dès le début de chaque nouvelle phase en laissant les bornes précédentes en place. L'emprise ICPE fait 32ha et la zone exploitable 22ha.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Suivi écologique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 1.8.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réalisation du suivi écologique (phases d'inventaires)
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin d'assurer un suivi écologique, des phases d'inventaires sont réalisées à l'année TO puis les années T+1, T+3, T+5, T+10, T+15, T+20, T+22, T+25. Il s'échelonne sur 25 ans soit 3 ans après la fin des travaux d'extraction et de réaménagement final. Durant ces phases de suivi, des mesures correctrices peuvent être proposées le cas échéant.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'un suivi écologique a été réalisé le 16 mai 2021 par la société CERMECO (SOE environnement), aucun changement n'avait eu lieu par rapport au diagnostic initial du fait que l'activité de la carrière n'avait pas débuté et que la totalité des terrains étaient encore exploités par un exploitant agricole . La société CERMECO n'a pas édité de rapport, mais a juste envoyé un courrier à l'exploitant. Pour le suivi à T+1, la société est intervenue trois fois en 2022 et le rapport est prévu d'ici la fin de l'année. A réception de celui-ci, l'exploitant communiquera à l'inspection une copie numérique et tiendra à disposition sur site ledit rapport pour le communiquer sur simple demande aux services compétents en charge de la biodiversité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prise en compte du risque inondation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 1.9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consigne en cas de crues
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant met en place une consigne définissant les règles et usages à respecter en cas de crues sur la carrière. Cette consigne doit être visée par les membres du personnel de la carrière et transmis aux entreprises extérieures intervenants sur la carrière (plan de prévention, protocole de chargement/déchargement....). Elle est également affichée à plusieurs endroits de la carrière (entrées du site, local du personnel). Des exercices sont réalisés annuellement pour vérifier l'efficacité et le respect de cette consigne. Le déroulement de l'exercice est enregistré. Le compte-rendu de l'exercice est tenu à la disposition des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise qu'une procédure a été mise en place (11 mai 2022) et affiché à l'entrée du bureau afin que le personnel puisse en prendre connaissance.  L'inspection constate que la procédure est incomplète, en effet, il ne comporte pas de plan précisant l'emplacement du point de rassemblement et les zones non inondables ne sont pas clairement identifiées.  L'exploitant indique également qu'il est abonné aux alertes VIGICRUES, la mairie informe l'exploitant de tous risques naturels pouvant intervenir.  L'exploitant indique qu'un exercice est prévu en octobre afin de mettre en situation réelle les employés. Lors de l'incident de janvier 2022, une pelle mécanique mise en hauteur( bute de 1 m) a été submergée suite à la rupture d'une digue en amont de la carrière, le site vigicrue indiquant une décrue à ce moment-là.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Esthétique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Intégration paysagère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant est tenu de planter, avant le début d'exploitation, des haies tel que prévu au chapitre n° 4.7.4.4 du dossier d'autorisation environnemental .... (voir plan page 18/41)
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas réalisé les plantations prévues par l'arrêté préfectoral.  D'un point de vue technique, l'exploitant précise qu'il n'y a pas de covisibilité avec l'abbaye de Belleperche (vis-à-vis de la phase n° 1), en raison de végétalisation du bassin de décantation des eaux de lavage des matériaux inactif depuis 7 ans et remis en service depuis le changement des installations de traitement. Par ailleurs la haie prévue sur le périmètre Sud-Est de l'emprise de la carrière est situé en plein terrain agricole rendant sa mise en place difficile. De plus en début d'année le site a été inondé avec des eaux stagnantes jusqu'à début mars, suivi à partir de fin juin d'une période de sécheresse, qui s'accroît cet été (restriction niveau 4 le long de la Garonne).  L'exploitant indique que des négociations sont en cours pour l'acquisition de parcelles n° 0790, 0789, 0788 et 0791 situées à l'entrée du site (signature du compromis de vente d'ici fin septembre). Le renouvellement de la signature de l'acte authentique se fera sous trois mois soit avant le 31 décembre 2022. L'exploitant propose la plantation d'une haie le long de la route départementale D14.  L'inspection précise que cette demande de modification envisagée doit conformément à l'article 1.11.1 être portée à la connaissance de madame la Préfète avec tous les éléments d'appréciation. L'exploitant propose de réaliser une réunion de travail avec l'ensemble des services concernés par cette modification afin d'acter une solution pérenne.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Déclaration et rapport**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration d'accident ou incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous quinze jours à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Suite aux inondations de janvier 2022, l'exploitant n'a transmis le rapport d'incident que le 11 avril 2022, après demande de l'inspection. En effet, cette demande fait suite à la réception d'un signalement de l'OFB concernant des travaux le long du ruisseau du méric. L'inspection demande à l'exploitant la transmission d'un dossier de régularisation de ces travaux pour instruction en lien avec le service police de l'eau conformément à l'article 1.11.1 de l'ap (dossier loi sur l'eau rubrique n° 3.1.2.0.).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre et Plans
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan, d'échelle adaptée à sa superficie, sur lequel figurent : les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celles-ci ; les abords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude de points significatifs ; les pentes des pistes internes de la carrière ; les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé ; les zones sensibles à éviter ; La position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations applicables.
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que les débuts d'extraction ont débuté en avril (décapage) et juin (extraction) 2022. Le premier plan d'exploitation est prévu par le passage du géomètre le 9 décembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 7 : Surveillance des émissions de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vérification du contrôle des retombées des poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la première année d'exploitation, un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement est mis en place selon le plan annexé au présent arrêté. Des relevés des retombées de poussières dans l'environnement sont effectués annuellement en période sèche et transmis à l'inspection des installations classées. Si un résultat excède la valeur de 500 mg/m <sup>3</sup> /jour, et sauf situation exceptionnelle, la fréquence deviendra trimestrielle pendant quatre campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. En cas de dépassement, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
<b>Constats :</b> Les premiers contrôles seront réalisés en octobre 2022. L'exploitant précise qu'il utilisera des jauges de type B. L'inspection constate qu'aucune mesure n'a été réalisée pour l'instant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Prélèvement pour l'arrosage des pistes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, vérification de la quantité prélevée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un prélèvement représentant au maximum 5 000 m <sup>3</sup> /an est réalisé ponctuellement dans le plan d'eau en cours d'extraction pour l'arrosage des pistes. L'exploitant doit : équiper préférentiellement la pompe de la citerne d'un compteur d'enregistrement des eaux pompées, tenir un registre indiquant la date et la quantité d'eau à chaque prélèvement réalisé à l'aide de la citerne utilisée à cet effet. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. Les volumes d'eau prélevée sont déclarés annuellement auprès de l'inspection de l'environnement.
<b>Constats :</b> À ce jour aucun pompage n'est réalisé dans le plan d'eau d'extraction.  Pour l'arrosage des pistes, l'exploitant charge le gisement extrait mouillé dans le tombereau celui-ci humidifie les pistes lors de son parcours vers les installations.  L'exploitant réfléchit à installer un système d'arrosage automatique au niveau des pistes entre le site d'extraction et les installations  L'exploitant indique qu'un registre informatique est en cours de déploiement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Réseau de piézomètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place de ce réseau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place un réseau de suivi de la quantité et qualité des eaux souterraines. Ce réseau est constitué des 6 points de surveillance (2 puits, 3 piézomètres et 1 étang), 3 en amont et 2 en aval hydraulique de la carrière dans le sens d'écoulement de la nappe et au droit du projet. Dans le mois de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le formulaire de déclaration d'existence d'un puits — ouvrages souterrains (disponible sur le site internet de la préfecture de Tarn-et-Garonne) pour la création de ces trois piézomètres. L'exploitant transmet dans le délai d'un mois suivant la réalisation des piézomètres, le rapport du géomètre contenant leurs coordonnées précises en Lambert 93, la cote rattachée au NGF, un plan et des photos permettant de repérer le point servant de niveau zéro pour les relevés piézométriques (au niveau de la tête des ouvrages).
<b>Constats :</b> Par courriel du 11 avril 2022 l'exploitant a transmis les coordonnées des ouvrages mis en place afin de créer le cadre de surveillance des eaux souterraines dans l'application GIDAF.  L'exploitant vérifiera si un courrier après exécution des ouvrages avait été envoyé à madame la préfète conformément à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Surveillance des eaux souterraines**

<

**N° 11 : Contrôle des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 6.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de la réalisation des mesures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle des niveaux sonores est effectué aux frais de l'exploitant par un organisme compétent dès la mise en service de l'exploitation, puis tous les trois ans. Si un non-respect des seuils réglementaires est mis en évidence lors des contrôles des niveaux sonores, des mesures de protection complémentaires à la mise en place des merlons doivent être proposées à l'inspection. Le contrôle est également effectué lorsque les travaux d'extractions se rapprochent des zones habitées, à chaque changement notable de configuration et ensuite chaque fois que l'inspection des installations classées en fait la demande. Les résultats de ces contrôles assortis des commentaires éventuels sont transmis à l'inspection des installations classées. La localisation des points de contrôle doit correspondre aux plans et indications prévus dans le dossier de demande d'autorisation. Toute modification doit préalablement être soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitation a débuté en juin 2022, l'exploitant précise que le premier contrôle des émissions sonores aura lieu en octobre 2022. Les résultats seront communiqué à l'inspection dès réception, commenté en cas de dépassement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Protection incendie de l'établissement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/01/2021, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plateforme et volume présent
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le plan d'eau en cours d'extraction sert en permanence de réserve incendie conformément au dossier de demande d'autorisation. Ce dernier est aménagé pour permettre d'alimenter un engin de lutte contre l'incendie avec les dispositions suivantes : mise à disposition d'une plate-forme de mise en station des engins de lutte contre l'incendie de 32 m° (8 x 4 m), cette plate-forme est signalée, le volume du plan d'eau est de 120 m° au minimum, s la hauteur d'aspiration ne peut pas dépasser 6 mètres et la plateforme d'aspiration doit permettre une aspiration avec une longueur de 8 mètres de tuyaux maximum, la plate-forme est protégée sur la périphérie au moyen d'une clôture afin d'éviter les chutes de hauteur et les risques de noyade, la plate-forme est répertoriée sur le plan d'accueil du site, une carte de localisation précise du point d'eau incendie (volume d'eau permanent) est transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Tarn-et-Garonne et au service public de Défense Extérieure Contre l'Incendie de Castelsarrasin de secours et d'incendie,
<b>Constats :</b> L'exploitant précise que la plate-forme a été mise en place au niveau de l'extraction, mais pas à l'endroit précisé dans le dossier de demande d'autorisation environnementale ayant conduit à l'arrêté préfectoral d'autorisation.  L'exploitant indique que le site dispose de deux aires de mise à destination pour les pompier, une au niveau du lac de pompage de l'installation et l'autre à proximité sur le lac d'extraction. Le plan du site doit être mis à jour à l'entrée du site. Une fois ce plan mise à jour une copie sera envoyée au SDIS.  L'exploitant indique que la plate-forme mise en place au niveau de l'installation est entièrement clôturée, l'autre ne l'est pas et suivra l'extraction.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet